

- b) si le preneur d'assurance a droit à une rente complète d'invalidité de l'assurance invalidité fédérale et que le risque invalidité n'est pas assuré,
- c) si le preneur d'assurance entreprend une activité lucrative indépendante et n'est plus soumis à la prévoyance professionnelle obligatoire,
- d) si le preneur d'assurance change d'activité lucrative indépendante,
- e) si le preneur d'assurance s'établit définitivement hors de Suisse ou de la Principauté de Liechtenstein,
- f) si la valeur de rachat est inférieure à la prime annuelle contractuelle,
- g) si le preneur d'assurance affecte la valeur de rachat au rachat de cotisations dans une institution de prévoyance exonérée d'impôts ou l'utilise pour une autre forme reconnue de prévoyance.

Dans les cas mentionnés aux lettres a) à f), la valeur de rachat est versée au preneur d'assurance; dans les cas mentionnés aux lettres c) et d) toutefois, uniquement si le rachat est demandé dans un délai d'une année. Dans les cas mentionnés à la lettre g), la valeur de rachat est transférée à l'institution concernée en faveur du preneur d'assurance.

5.4 Rachat total ou partiel de l'assurance pour la propriété d'un logement pour ses propres besoins

En cas de rachat avant que ne débute la période des cinq ans précédant l'âge ordinaire de la retraite de l'AVS, l'assurance est résiliée en totalité ou en partie si la valeur de rachat est utilisée pour

- a) acquérir ou construire un logement en propriété pour ses propres besoins,
- b) acquérir des participations dans un logement en propriété pour ses propres besoins,
- c) rembourser des prêts hypothécaires sur une telle propriété.

La valeur de rachat est versée directement au vendeur, au fabricant, au prêteur ou aux bénéficiaires stipulés à l'alinéa 1, lettre b) sur présentation des justificatifs correspondants et avec l'accord du preneur d'assurance.

5.5 Accord pour le versement de la valeur de rachat

À l'exception des cas mentionnés à l'article 5.3, lettres f) et g), le versement de la valeur de rachat n'est permis qu'avec l'accord écrit du conjoint ou du ou de la partenaire enregistré(e) du preneur d'assurance.

5.6 Annulation

Si les primes versées ne sont pas reconnues a posteriori par l'autorité fiscale compétente comme étant des cotisations de prévoyance déductibles, le preneur d'assurance peut, sur présentation d'une attestation de l'autorité fiscale, demander un rachat partiel de l'assurance à hauteur des primes non reconnues et le versement de la valeur de rachat correspondante.

En cas d'annulation d'un autre type, il existe un droit au remboursement des primes correspondantes. Si les primes soumises à l'obligation de remboursement ont déjà fait l'objet d'une attestation de versement à titre de cotisations de prévoyance, l'article 5.3, lettre g) s'applique par analogie. Dans le cas contraire, les primes soumises à l'obligation de remboursement sont versées au preneur d'assurance. L'article 5.5 s'applique par analogie.

6. Dispositions concernant l'assurance vie liée à des participations

Lors de la conclusion du contrat et du premier choix de placement, le preneur d'assurance est informé des différents placements mis à sa disposition par Allianz Suisse et son attention est expressément attirée sur les risques et frais y afférents. Des placements à faible risque sont également mis à sa disposition. Le preneur d'assurance confirme par écrit avoir reçu ces informations.

7. Attestation concernant les cotisations de prévoyance

Allianz Suisse établit une attestation de versement des primes au titre de cotisations de prévoyance pour autant que le versement parvienne à son siège principal au plus tard le 31 décembre de l'année considérée.

8. Libération du paiement des primes et résiliation de l'assurance

Dans les cas mentionnés ci-après, l'assurance est soit transformée en assurance sans paiement de primes, dans la proportion correspondante, si elle présente une valeur de conversion selon les conditions générales, soit résiliée, si elle ne présente aucune valeur de conversion, avec effet à la fin de l'année civile en cours:

- a) si le preneur d'assurance cesse son activité lucrative avant d'avoir atteint l'âge terme,
- b) si le preneur d'assurance ne perçoit aucun revenu d'activité lucrative ou de substitution soumis à l'AVS durant l'année civile,
- c) si son revenu d'activité lucrative ou de substitution change de telle sorte que la prime annuelle convenue excède le pourcentage admis par la loi de son revenu professionnel.

L'assurance n'est pas transformée ou résiliée si le preneur d'assurance est en incapacité de gain à hauteur d'au moins 25% et que la libération du paiement des primes en cas d'incapacité de gain est également assurée.

Le preneur d'assurance est tenu d'informer Allianz Suisse en temps utile lorsqu'un tel cas est survenu. Si le preneur d'assurance omet de l'informer en temps utile, un rachat est effectué, en sus de la transformation, à hauteur de la prime payée en trop.